
PARTICIPATION CITOYENNE AUX CONFLITS SOCIO-ENVIRONNEMENTAUX : EFFETS SUR LA TRIPLE CRISE DANS LA DÉMOCRATIE

Jone Martínez Palacios

Docteure avec mention européenne en Sciences Politiques et de l'Administration

Université du Pays basque

Département de Science Politique et de l'administration

Groupe de recherche PARTE HARTUZ

jone@partehartuz.org

LA DÉMOCRATIE EN CRISE

« En grec le mot crise signifie « moment décisif, une opportunité ». En chinois, la notion de crise peut être comparée au mot *weji*. Celui-ci est formé à partir de deux éléments : « danger » et « opportunité ». Ainsi, étymologiquement, accident signifie « ce qui nous tombe dessus ». C'est à dire que la crise peut être une opportunité de changer... si ce qui tombe sur nous ne nous écrase pas »
(Riechmann, 2006 :318)

Depuis la naissance de la démocratie, celui a reçu des différentes critiques et a été entouré par différentes polémiques. À partir des années 1960 et 1970, le système-processus démocratique a été de plus en plus réagi. Comme l'indique le professeur Ramon Maiz, dans les années 20 et 30 du XX^{ème} siècle, la discussion sur la démocratie a été centrée sur ses valeurs normatives. Dans les années 60 et 80, cette discussion s'est développé autour les éléments économiques et sociaux qui la délimitent (Maiz, 2006 : 13-14). Cependant, les discussions actuelles se sont centrées dans la diversité de formes de la démocratie. Nous ajouterons à ce cadre de débats une autre qui suit aussi dans l'actualité ce système processus de manière proche: l'état de la légitimité et de la santé de la démocratie et ses éléments : la crise de la démocratie.

Ainsi, cette crise dans la démocratie s'est vue entouré par différents débats. La discussion initial repose sur la radicalité ou profondeur de celui : est-ce que la légitimité de cette système- processus est mis en doute ? (il s'agit alors d'une crise « de » la démocratie ?) ; ou c'est la légitimité des principes de la démocratie celle qui a été mis en question ? (et nous devons parler, alors, d'une crise « dans » la démocratie) (Gauchet, 2010 : 80). Autrement dit par David Held : es ce que la crise dans la démocratie s'agit d'une

« crise partiel »¹ ou d'une « crise qui pourrait amener à la transformation de la société » ? (Held, 1987 : 277).

A notre avis, il ne s'agit pas d'une rupture avec l'idéal normative démocratique. Les valeurs démocratiques ne sont pas mis en question, c'est plutôt la qualité de cette forme de gouverne qui est questionné, c'est qui fait qu'on parle de crise dans la démocratie comme le font d'autres auteurs (Gauchet, 2010).

A partir des arguments généraux de Held sur « l'stabilité ou la crise de la démocratie» (Held, 1987 : 267), les théories de crise *dans* la démocratie peuvent être divisées, au moins, en deux grands groupes. D'un côté, les approches faites des « théories pluralistes » qui soulignent l'incapacité de l'organisation de l'état pour répondre aux nouvelles questions des citoyens (Held, 1987 :276- 279). Dans cette approche l'idée de la démocratie comme forme de gouvernement est soulignée. D'un autre côté, les « théories marxistes » et postmarxistes, selon lesquelles c'est la légitimité des principes démocratiques l'élément mis en question (Held, 1987 :283). Dans cette deuxième approche, c'est surtout le cadre symbolique de la démocratie celle qui est questionné.

Ainsi, entre les auteurs qui développent la critique pluraliste dans la démocratie, nous pouvons distinguer Norberto Bobbio. Celui dans son ouvrage « Crisi della democrazia e neocintrialismo » (Bobbio, 1985), souligne que : tout d'abord, l'in-gouvernabilité, « conséquence entre la disproportion des demandes des citoyens et la réponse donné du system politique » ; ensuite, la privatisation de la « chose publique » et pour finir, l'existence d'un pouvoir invisible ou diffuse au quelle ne pas pouvoir demander des explications, sont les éléments fondamentaux de la crise (Bobbio, 1985 : 13- 21). Par contre, entre ces qui défendent les approches marxistes ou postmarxistes de la crise comme Chantal Mouffe par exemple, parlent de l'existence d'un déficit démocratique, parvenu à cause de ne pas reconnaître le « paradoxe démocratique », et vouloir réconcilier l'égalité et la liberté en « limitant à la souveraineté populaire au nom de la liberté » (Mouffe, 2000 : 22).

Néanmoins, ces différentes diagnostiques partagent à notre avis, au moins, trois éléments que nous pouvons considérer symptômes de la crise dans la démocratie.

Le premier élément est l'augmentation de la méfiance des citoyens vis-à-vis des institutions liés au système démocratique. Un des exemples entre les plus actuelles de ce méfiance dans l'échelle européenne, puisse être trouvé dans le phénomène « ¡democracia real ya ! » qu'a eu lieu en Espagne, en mai 2011. Ce mouvement exige, entre autres, un changement de système électoral et plus de transparence et indépendance entre le système juridique et l'activité politique qui peut être perçu dans ses manifestations :

« Mais nous sommes tous inquiets et indignés du panorama politique, économique et social que nous voyons autour de nous. Par la corruption des politiques, des chefs d'entreprise, des banquiers. Par l'impuissance des citoyens ordinaires (...)» (Manifeste, Agroupement Democracia real Ya).

¹ Défini par Held comme « une phase d'instabilité limitée » de duré déterminé qui peut transformer quelques aspects de l'organisation institutionnel ou sociale (Held, 1987 : 277).

Le deuxième élément, s'agit de l'existence d'une méfiance des citoyens par rapport aux agents politiques traditionnels (syndicats, partis politiques, etc.). Par exemple, dans l'état espagnol il y a une préoccupation perceptible par rapport aux agents et parties politiques. Les travaux réalisés par le Centre de Recherches Sociologiques (CIS, Centro de Investigaciones Sociológicas) indiquent que « la classe politique et les parties politiques » sont, selon l'avis des citoyens enquêtés, le troisième problème le plus important de la démocratie espagnole (CIS, 2010 : 7. Question. Travail numéro 2834). Mais il faut souligner que un 78,8% de la population espagnole enquêtée dans ces travaux, partage l'idée selon laquelle « la démocratie est la forme de gouverner la plus préférable de toutes » (CIS, 2007 : 8. Question).

En troisième lieu, nous pouvons parler d'une crise de la démocratie car l'apathie citoyenne par rapport à la politique formelle et aux mécanismes de la démocratie représentative est de plus en plus flagrante. Nous pouvons observer cela à partir des données de participation électorale. Continuant avec l'exemple du cas espagnole, cette apathie est visiblement appréciable dans les élections locales- voyons que entre 1987 et 2007 il y a eu un 6,17% de diminution de la participation, même s'il faut souligner qu'en 2011, la participation a monté un 2,89%- et les élections européennes –disons que de 1987 à 2009 il a descendu la participation un 23,62%- (Ministère de l'intérieur du gouvernement espagnole).

En prenant en compte le développement antérieur, nous pouvons parler de l'existence d'une triple crise dans la démocratie. À ce propos, ce contexte de crise vient aggravée par les limites d'incorporer la souveraineté populaire d'une manière opérative dans les démocraties représentatives. Le modèle de démocratie représentative, celui qui « depuis la fin de la guerre froide, (...) s'est imposé comme modèle presque exclusif de la démocratie » (Bourg et Whiteside, 2010: 42) génère un processus démocratique fermé telle comme l'on peut observer sur le schéma 1 (page 4). Les points de rencontre entre les citoyens et les représentants sont délimités de manière préalable (élections plus ou moins régulières, référendums occasionnelles et d'autres manifestations concrètes du pluralisme du pouvoir) et fonctionnent un cycle fermé.

Schéma 1. Le processus système démocratique comme processus fermé

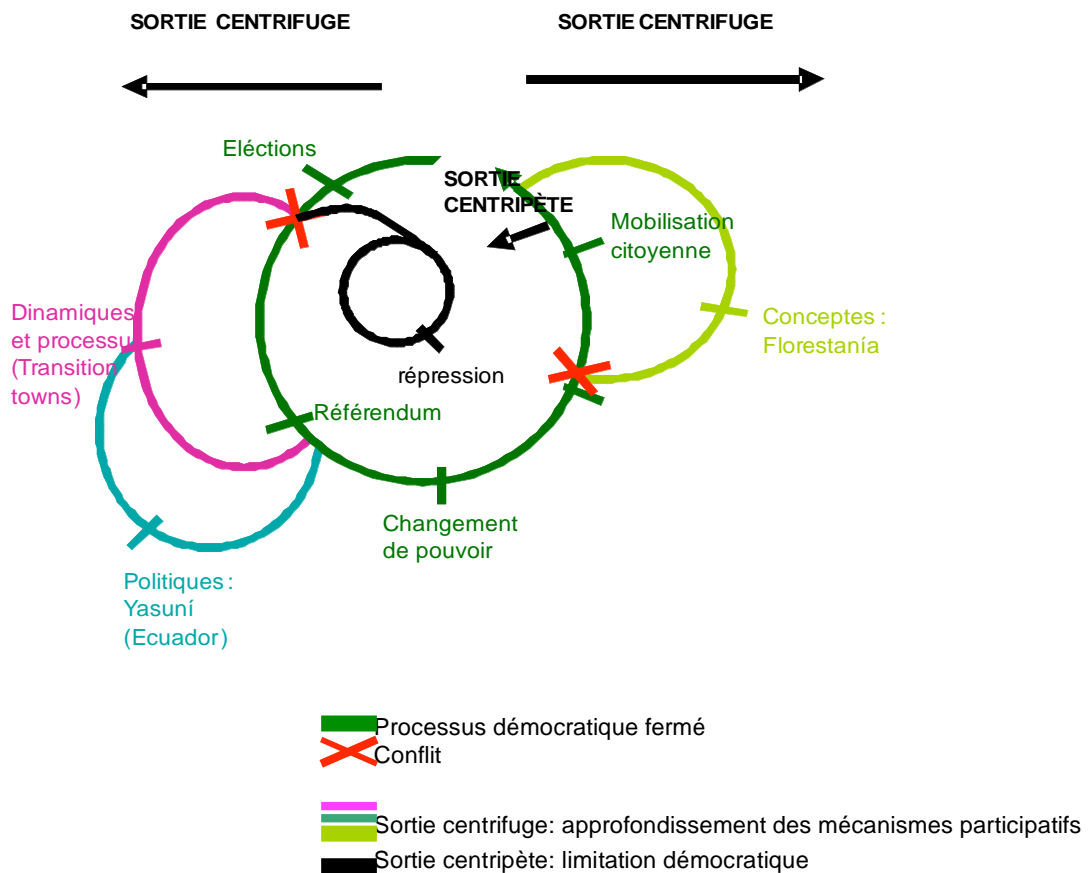


Schéma élaboré par l'auteure

Ainsi, les conflits en général, et les conflits socio-environnementaux en particulier, comme manifestation opérative et matériel du pluralisme, supposent une rupture avec le caractère fermé et délimité de la démocratie représentative. Le conflit est un exercice de pluralisme et, en ce sens, une opportunité d'aborder d'autres routes pour approfondir la démocratie, générer des mécanismes participatifs et promouvoir la participation citoyenne. Ces opportunités peuvent permettre de créer ou d'approfondir les réseaux démocratiques pour bûcher la trajectoire démocratique de différentes manières dont nous soulignons trois. En premier lieu, la création de processus participatifs permanents comme par exemple les « Transition towns ». En deuxième lieu, la création des nouvelles politiques en défense du territoire et la durabilité, comme le propos fait par le gouverne équatorien de maintenir le pétrole du Yasuní dedans la terre. Et en troisième lieu, la génération de nouvelles concepts/conceptions des éléments adhérents à la démocratie comme c'est le cas de l'approfondissement dans le concept de citoyenneté en moyen la florestanía. Nous qualifions ce processus de *sortie démocratique* ou *sortie centrifuge* du processus- système de la démocratie.

Mais également, il faut souligner que les conflits peuvent aussi engendrer un mouvement inverse à l'approfondissement de la démocratie et approfondir le caractère

répressif de l'État et des pouvoirs factuels, conduisant à la fermeture de l'espace démocratique. Nous l'appellerons *sortie autoritaire* ou *sortie centripète* de la démocratie.

EFFETS DES CONFLITS SUR LA CRISE DANS LA DEMOCRATIE : UNE PROPOSITION OPERATIVE ET SA METHODOLOGIE

En raison d'éclairer la problématisation que nous travaillons sur cette communication: les effets des conflits socio- environnementaux sur la démocratie représentative, nous proposons de maîtriser d'une manière opérative les effets qu'ont eu les conflits socio- environnementaux sur les trois éléments auparavant définis comme éléments perceptibles d'être partie de la crise dans la démocratie. Rappelons les trois éléments définissant cette crise. Le premier : la désaffection citoyenne à la politique. Le deuxième : la méfiance sociale par rapport aux agents et parties politiques traditionnels. Le troisième : la perte de légitimité du pouvoir institutionnel.

Donc, pour détecter le changement possible, après le conflit, dans le premier élément définissant cette crise (la désaffection de la citoyenneté), on a analysé six variables pour chaque cas d'étude fondés sur la conception de « culture politique vertueux » défini par le groupe de recherche sur la démocratie participative PARTE HARTUZ (attaché à l'Université du Pays basque), qui se définit par l'existence de la prise de pouvoir des citoyens (*empowerment*), la défense des intérêts généraux par les citoyens, la *dénaturalisation du monopole politique-institutionnelle*² par les personnes ayant pris part au conflit, la création des réseaux de relations entre acteurs, la gestion consensuelle des acteurs qui ont pris part au conflit et, finalement, le développement d'une attitude critique par les citoyens (Martínez et Rodriguez, 2010).

Ensuite, le deuxième élément de la crise de la démocratie représentative actuelle, c'est à dire la méfiance des acteurs sociaux envers les acteurs et partis politiques institutionnels (partis de la démocratie représentative contemporaine) a été opérationnalisé en fonction du changement engendré par le conflit dans les attitudes vis-à-vis des parties politiques et de l'existence de changement de discours par rapport à la politique.

Finalement, la troisième dimension de la crise de la démocratie représentative (la perte de légitimation du pouvoir) a été opérationnalisée à partir de quatre éléments : l'existence d'une augmentation de participants aux mécanismes de participation en comparaison avec la situation antérieure au conflit ; l'augmentation de la participation des

² C'est « l'affirmation de la capacité collective de générer espaces de caractère politique dehors l'institution et de manière autonome » (Martínez et Rodriguez, 2011 : 32). Pour cette dénaturalisation il existe, à notre avis, une condition préalable ; la rupture pour part des citoyens de la perception de l'institution comme quelque chose d'abstract, incompressible et lointain.

femmes ; l'augmentation de la participation aux élections locales de la ville dans laquelle s'est développé le conflit ; et le changement politique aux élections locales. Enfin, ce modèle opératif peut être constaté dans le tableau 1 ci- dessous.

Tableau1. Modèle opératif élaboré pour l'analyse des effets des conflits dans la crise dans la démocratie

CRISE	ÉLÉMENTS EN CRISE	OPERATIONNALISATION
CRISE DANS LA DÉMOCRATIE	1.-Désaffection citoyenne	<ul style="list-style-type: none"> - Augmentation du prise de pouvoir - Défense de l'intérêt général - Dénaturalisation du monopole politique institutionnel - Création de réseaux d'acteurs - Gestion consensuelle des intérêts divergents -Augmentation d'une attention critique des citoyens
	2.-Méfiance vis-à-vis des acteurs politiques traditionnels	<ul style="list-style-type: none"> -Changement d'attitude par rapport aux partis politiques -Changement de discours sur les acteurs politiques traditionnels
	3.- Perte de légitimité du pouvoir	<ul style="list-style-type: none"> - Plus de participation citoyenne aux mécanismes de participation - Plus de participation aux élections locales - Changement de pouvoir public local (Elections)

Tableau élaboré par l'auteure

Ainsi, pour l'analyse des éléments en crise auparavant définis nous avons recourt aux outils qualitatifs et participatifs. Parmi les outils qualitatifs, on peut mentionner les entretiens de reconnaissance, les entretiens descriptifs, les entretiens spécifiques avec des femmes, l'analyse de l'information secondaire et de périodiques. Cet ensemble constitue la base à partir de laquelle a été établi l'inventaire des conflits socio-environnementaux qu'ont eu lieu entre 2000 et 2007 en la Catalogne et le Pays basque. Parmi les outils participatifs, on peut noter les sociogrammes socio- central thématiques et les réunions finales avec les agents rencontrés dans les entretiens pour contraster les cas finaux. C'est à partir de ces informations qu'étudierons les éléments de l'analyse opératif.

RESULTATS ET DESCRIPTION DES ETUDES DE CAS

Le graphique 1 (page 7) a été conçu à partir de l'inventaire des conflits socio-environnementaux qui se sont déroulés entre 2000 et 2007 au Pays Basque. 83 conflits ont été détectés. Notons que Biscaye apparaît comme le territoire le plus conflictuel du Pays

Basque, devant Guipúzcoa et le territoire historique d'Alava. Ainsi, les conflits socio-environnementaux se concentrent dans les territoires longeant la côte basque.

Graphique 1. Conflits socio-environnementaux au Pays Basque (2000-2007) (%).

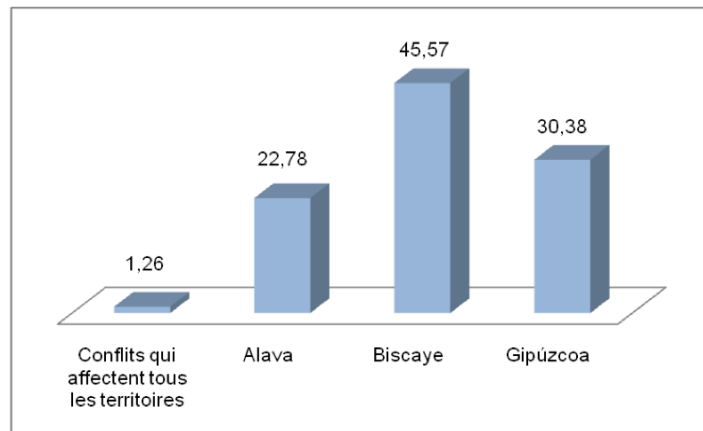


Schéma élaboré par l'auteure

On présente ici un bref résumé des cas étudiés dans la recherche afin que le-la lecteur-riche puisse suivre plus facilement les conclusions présentées à la fin de cette communication.

Pays Basque

L'incinérateur d'Urnieta

Urnieta est une ville située au nord de Guipúzcoa dans la *comarque* de Donostialdea. C'est une ville de 2.265 hectares divisée en quatre quartiers. Urnieta concentre une population de 6135 habitants, dont 50,84% d'hommes et 49,16% de femmes.

Urnieta se situe dans la fédération de San Marcos. Il faut souligner que les villes se sont réunies autour de Guipúzcoa pour gérer les déchets urbains.

En octobre de 2003, les *mass media* ont été informés de la décision de la fédération et du Conseil de Guipúzcoa de l'implantation d'un incinérateur à 400 mètres du centre ville. L'administration ne s'attendait pas à rencontrer une opposition à ce projet dans la mesure où Urnieta est une cité dortoire dont les habitants travaillent à San Sébastian.

Après avoir reçu cette nouvelle, quelques citoyens d'Urnieta se sont mobilisé.e.s et organisé.e.s en un groupe d'opposition à l'incinérateur : "Arnasa" (respirer). Ce groupe fédère des membres d'idéologies très différentes autour de cet objectif commun, c'est-à-dire l'opposition active au projet d'implantation de l'incinérateur.

La mobilisation citoyenne a finalement conduit à l'arrêt du projet, déplacé par l'administration à Zubieta, un territoire à l'intérieur de San Sébastian.

Cette mobilisation *par irruption*³ s'est matérialisée par des manifestations, la tenue de groupes de travail ou encore d'assemblées. Relativement à l'administration ont été mis en place des mécanismes formels de participation qui émanent de logiques juridiques. L'administration a surtout développé l'étape de la participation qui correspond à l'information. Il est par ailleurs intéressant de remarquer que l'Agenda 21 local a été mis en marche à partir de ce conflit, impulsé de manière irruptive par le groupe Arnasa.

Par rapport aux résultats substantiels du conflit, notons que les élections locales de 2007 ont conduit à un changement de pouvoir. En effet, le conflit a vu naître un groupe politique (UDA- Urnieta Danon Artean- Construisons Urnieta entre tous). Celui-ci, formé par des membres d'Arnasa, s'est présenté aux élections locales et les ont remportées.

L'idée de la participation a été revendiquée de manière très active au sein du groupe et apparaît au cœur du programme de ce nouveau parti. Entre autres choses, le plan d'aménagement urbain a été établi de manière participative.

Aussi, la pluralité des agents a augmenté. La formation d'un groupe local opposé à l'incinérateur (Arnasa) et la création d'un nouveau parti politique (UDA) ont permis d'enrichir la réseau des agents sociaux.

Parmi les conclusions de procédure, on peut dire que le conflit a permis de créer des liaisons entre des différents agents qui n'existaient pas auparavant et de transvaser de la connaissance d'un groupe à l'autre. Finalement, cela a permis de créer des relations établies entre agents.

L'extension du port de Mutriku

La ville de Mutriku est placée sur la côte occidentale de Guipúzcoa, dans la *comarque* de Debabarrena. Elle compte 4.913 habitants.

On y trouve une infrastructure qui différencie Mutriku des autres communautés de la région : le port, converti en refuge pour les bateaux de petite taille. Ce port est actuellement l'attache de trois bateaux de pêche et le lieu de travail de 16 personnes.

Mais en 2001, un plan qui aura une importance décisive pour l'avenir de cette ville a été approuvé par le gouvernement basque. Le plan n'a pas disposé de l'approbation des citoyens et, ces dernières années, un mouvement populaire a vu le jour et s'est développé autour du projet.

En 1999, quand Euskal Herritarrok (parti politique de la gauche nationaliste basque) obtient la mairie de Mutriku, la première audience publique relative au plan du port a lieu. « Une maquette du projet initial a été exposée devant le conseil municipal, qui était plus audacieux que l'actuel projet » (Conseiller municipal à Mutriku, 2007- 2011, Homme). Le projet initial avait été rejeté par le Département d'Environnement du Gouvernement Basque,

³ Nous utiliserons les concepts irruption et invitation dans cette communication. Ainsi, nous voudrions préciser que les notions irruption et invitation ne sont pas synonymes de *bottom up* et *up down* respectivement. Moyen l'invitation l'institution invite les citoyens, avec l'assistance de l'administration une procédure participatif. Dans l'irruption l'initiative est menée par les citoyens. Ce sont eux qui exigent le fait de mettre en fonctionnement un processus participatif.

en raison de l'impact environnemental qu'il supposait. Dans ce contexte, et en mettant à profit l'opportunité que le refus au projet offrait, « le groupe Santakarra Bizirik est créé ; un groupe populaire opposé au projet » (Conseiller municipal à Mutriku, 2007- 2011, Homme). En mai 2006, le Décret 96/2006 (publié dans le BOPB du 26 mai 1996) approuve le Plan Spécial relatif au Port de Mutriku élaboré par le Gouvernement Basque. Selon ce plan, la rénovation du port de Mutriku devait se dérouler en quatre phases. La première consistait en la construction d'une digue longue de 430 mètres et haute de 16 mètres. L'objectif de la phase suivante consistait à modifier radicalement l'aspect du port par la conversion du port de pêche et le port de petit cabotage, ainsi que la création de la station hidromotriz. La troisième phase devait voir le réaménagement de l'actuel port en un port sportif. Finalement, dans la quatrième phase (parfois cette phase apparaît comme dépêche de la troisième phase), une zone de services devait voir le jour. Le budget relatif à la transformation du port de Mutriku était estimé à environ 60 millions d'euros (Eusko Jaurlaritza, 2003 : 1-17).

Comme évoqué plus haut, après la présentation du projet s'est créé un « groupe qui voulait promouvoir un débat publique sur le projet » : Santakarra Bizirik. "Afin de pouvoir présenter des recours comme acteur juridique de droit", ce groupe a donné naissance à une association dénommée Mutrikuko Natur Taldea (MNT, Association pour l'environnement de Mutriku) (Conseiller municipal à Mutriku, 2007- 2011, Homme). Profitant de la contestation dérivée de la prolifération de prises de position contre le projet a surgi le groupe Gazteak Martxan, plate-forme de la jeunesse de Mutriku contre le projet. Plus tard est également entré en conflit MUGA (Mutrikuko Gazte Asanblada). Après la présentation du projet, bien que la "culture politique intériorisée" la rendisse peu perceptible, la nécessité d'une mobilisation et d'organisation sociale apparaît (Ibarra, 2005 : 141). Cela provoque le retard de la dynamique d'opposition.

Considérant ces développements et afin de répondre aux mouvements d'opposition au projet, une autre plate-forme, baptisée Mutriku Bizirik, a été promue par le Conseil municipal et les secteurs favorables au port. Cette plate-forme regroupe les partis favorables au projet (EAJ, EA et EH) ainsi que la Confrérie de Pêcheurs et l'association d'embarcations de récréation Alkolea Intxirri.

Dans une déclaration du 29 juillet 2004, le Département d'Environnement et d'Aménagement du Territoire a défendu l'idée d'un impact environnemental favorable dans la première phase du projet. Cependant, les mouvements opposés au projet, tout en poursuivant sur le chemin vers une solution judiciaire, entreprennent également d'autre type d'actions.

Deux ans plus tard ont lieu les élections de 2007 au cours desquelles les Verts s'associent au parti indépendant et obtiennent deux places de conseillers, alors que le PNV conserve la mairie.

Le Train de Grand Vitesse : Atxondo

Atxondo est une municipalité située dans la *comarque* du Duranguesado. Parmi ses 1.454 habitants, 50,76 % sont des hommes et 49,24 % sont des femmes. Cette ville est touchée par le passage du train à grande vitesse (TGV) dans l'un de ses quartiers (Apatamonasterio). Ce fait a généré un mouvement d'opposition locale (bien que d'un caractère global, connecté au mouvement opposé au train au niveau du Pays Basque) à l'infrastructure⁴.

En 1989, le Gouvernement Basque (GB) réalise un diagnostic sur le réseau de chemins de fer du Pays Basque (PB). Il ressort de ce diagnostic le besoin de réaliser un réseau ferroviaire connectant les trois territoires du PB. En répondant à cette lecture de la réalité, en 1989, les Gouvernements Basque et Espagnol signent un accord en vue de construire un réseau de lignes à grande vitesse au PB. Deux ans plus tard, en 1991, le GB présente le projet du réseau basque ferroviaire à haute vitesse.

Relativement aux répercussions matérielles du TGV sur la municipalité analysée, il faut souligner que 2.250 mètres de cette structure passeront par Atxondo. Ainsi, l'occupation totale de cette structure dans la municipalité est de 71.137 mètres carrés.

Face à cette situation, un mouvement contre la structure voit le jour et, en 2001, le groupe local opposé au projet « Atxondoko AHTren kontrako Elkarlana » voit le jour. Cependant, cela n'empêche pas le processus d'expropriations de commencer en février 2006 à Elorrio, Atxondo et Abadiño. Ainsi, et en suivant l'exemple d'autres localités (Urbina ou Itxasondo), Atxondo prend l'initiative de réaliser une consultation populaire pour regagner l'opinion de la citoyenneté au sujet du TGV. En mars 2007, une consultation populaire est ainsi réalisée de manière irruptive malgré une tentative « que cette consultation soit faite d'une manière formelle depuis l'administration locale », comme argumentait l'un des organisateurs de la coordination de la consultation. Lors de cette consultation, 40 % de la population recensée votent. Avec 99 % de votes opposés au projet, les résultats ont montré le rejet par la population d'Atxondo au TGV.

Soulignons enfin que le 27 mai 2007 des élections locales ont lieu au PB et un changement historique se produit dans cette localité. Atxondo, qui avait été gouvernée par le Parti Nationaliste Basque depuis les premières élections locales réalisées (1987), change de gouvernement en 2007 avec la victoire de l'Action Nationaliste Basque (partir nationaliste de gauche). Suite à ces élections, la municipalité accepte le résultat du référendum et consolide sa position institutionnelle (mais symbolique) contre le TGV, comme l'illustre le manifeste des maires contre le train d'octobre 2007.

⁴ Il n'est pas possible d'aborder dans cette communication le développement du conflit de manière systématisée et détaillée. Nous nous limiterons donc à quelques pointages chronologiques quant à la construction du TGV permettant de contextualiser le développement du conflit à un niveau local.

L'usine d'ecofuel à Asparrena

Asparrena est une agglomération de 65,18km² composée par 10 petites villes et située au nord d'Araba. Selon le recensement de 2009 la ville accueille 1644 habitants, dont 827 hommes et 817 femmes.

Le conflit d'Asparrena est délimité dans le temps. Il commence en 2002 et s'achève en 2007. On peut distinguer trois moments dans le développement du conflit : la naissance du conflit, la naissance du mouvement d'opposition et le moment de la finalisation du conflit.

En juillet de 2002, l'entreprise Ecofuel SA est créée. Celle-ci entend installer un site de traitement de déchets à 60 mètres d'Amezaga (Alava). Le site avait vocation à traiter des différents produits, particulièrement la cadmie, le zinc, le mercure et les hydrocarbures.

En 2004, la fabrique d'ecofuel signe un accord avec le gouvernement local qui situe l'usine dans la ville. Mais le mouvement contre cette installation surgit rapidement par l'intermédiaire d'un groupe qui prendra le nom de Lautada Bizirik.

L'entreprise Ecofuel fait savoir publiquement qu'en cas d'opposition la fabrique ne verrait pas le jour. S'en suit des efforts de communication entre les deux parties. L'administration locale envisage alors une consultation citoyenne, mais le mouvement irruptif est si fort que le refus de la structure est finalement accepté de manière formelle et juridique en 2007. Depuis, l'entreprise demande des compensations pour les pertes économiques subies.

Dans ce cas d'étude, les mécanismes de participation citoyenne ont été créés à la fois par irruption et par invitation. Parmi les premiers, on peut souligner les manifestations, la création de plateformes, d'assemblées, de pétitions contre le projet etc. Par rapport à l'administration, ont été utilisés de manière définitoire, les mécanismes formels que prévoit le cadre juridique : les recours formels, ou les périodes de consultation. Il faut souligner que l'A21L n'a joué aucun rôle dans ce conflit.

Finalement on remarque que ce conflit a eu des résultats substantifs et symboliques. Parmi les premières, d'abord, le fait d'avoir créé un réseau de mécanismes sociaux pour présenter la négation sociale au projet. Ensuite, le changement de gouvernement local, c'est à dire que l'équipe qui était favorable à l'implantation de l'entreprise a dû quitter le gouvernement et que le parti opposé à la structure a remporté les élections. De plus, se sont créées des liaisons entre acteurs qui n'existaient pas avant le conflit (c'est le cas de Txingudi Bizirik). Relativement aux résultats symboliques, on peut remarquer d'une part l'imposition d'une idée de pouvoir limité des agents politiques qui gouvernent, rendant évidente d'autre part la reconnaissance (symbolique) sociale des acteurs ayant participé au conflit.

Catalogne

A partir de l'inventaire réalisé en Catalogne, on a identifié 135 conflits développés entre 2000 et 2007 dans ce territoire autonome. Sur le graphique 2 on peut voir que



Barcelone représente le territoire le plus conflictuel des quatre zones étudiées. C'est également le territoire de Catalogne le plus important relativement à sa superficie et à sa population. Gérone représente le territoire le moins conflictuel et le deuxième moins peuplé.

Graphique 2. Conflits socio-environnementaux en Catalogne (2000-2007) (%).

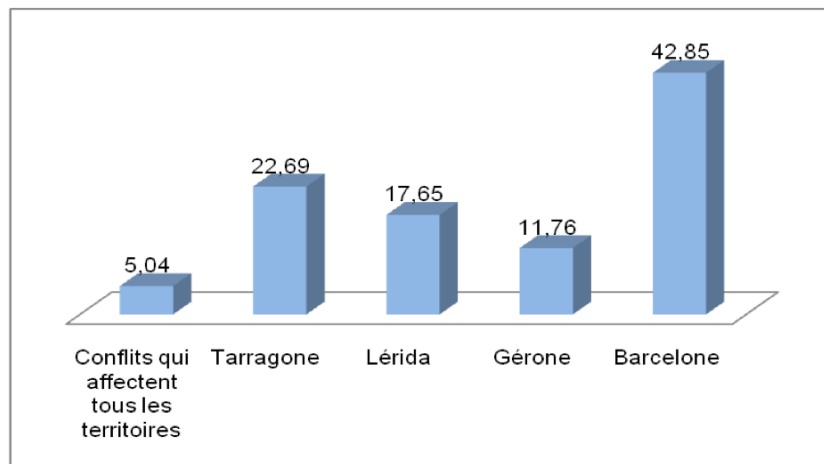


Schéma élaboré par l'auteure

L'incinérateur de Montcada i Reixac

Montcada i Reixac est un village situé à la *comarque* de Valles Occidental de Catalogne. Cette, d'une surface de 23,44km², est composée de 33.453 habitants parmi lesquels 16.668 hommes et 16.785 femmes.

Deux étapes peuvent être distinguées dans le conflit de l'incinérateur de Montcada. La première se développe entre 1975 et 2004 et la deuxième entre 2004 et 2006.

La première étape est relative à la mise en fonctionnement de l'incinérateur en mai 1975 sous le régime franquiste. Il se met en place sans opposition possible. En 1990 le gouvernement espagnol décide d'implanter un autre site d'incinération de déchets (d'hôpital), profitant de l'existence préalable de la structure dans le village. Mais avec cette nouvelle structure (construite, mais qui ne fonctionnera jamais) et avec la consolidation des arguments des acteurs contre l'incinération (qui avait commencé à s'effectuer de manière intuitive contre l'incinérateur), l'opposition commence à s'organiser en différents groupes. C'est alors qu'est créée la plateforme contre l'incinérateur et le groupe environnemental de Montcada.

Les citoyens se mobilisent, ainsi que les groupes politiques locaux qui participent aux protestations. Mais le gouvernement local, malgré sa tenue de discours condamnant le projet, n'entreprend aucune démarche visant à y mettre un terme.

Il faut attendre le changement du gouvernement local pour voir la mise en place d'un conseil d'environnement et un concours d'idées citoyennes qui permet de choisir une stratégie pour fermer l'incinérateur : la création d'un ecoparc.

Si l'incinérateur est fermé en 2004, l'ecoparc a créé un nouveau conflit entre les citoyens de Montcada et le village voisin (Ripollet).

Par rapport aux mécanismes de participation activés au conflit, on peut dire que le mécanisme qui a donné une solution au conflit émane de l'administration : le concours d'idées. Ici se sont mobilisés des recours informatifs et consultatifs. Dans ce cas, l'Agenda 21 local a joué un rôle vital lors de la première phase du conflit. De plus, de nombreuses formes de mobilisations sont apparues par irruption : les fermetures des espaces publiques, la récolte de signatures, la création des plateformes etc.

Le conflit a aussi eu des conséquences substantielles : entre autres, le changement de gouvernement local, la création des nouveaux groupes environnementalistes qui se sont maintenus par la suite dans le temps et qui fonctionnent aujourd'hui encore, ou encore la fermeture de l'incinérateur. Sur le plan symbolique, on note l'enrichissement du réseau associatif local et la création de liens entre les acteurs qui n'existaient pas avant le conflit et dont la mise en relation dérive de ce dernier.

L'usine Lafarge-Asland à Montcada i Reixac

L'usine Lafarge-Asland, construite en 1917, est située sur le quartier Can Sant Joan de Montcada i Reixac. Ce quartier a toujours été géographiquement isolé (des autoroutes et des voies ferrées entourant le quartier) et constitue un quartier très revendicatif en raison d'un mouvement ouvrier consolidé.

Le 1^{er} décembre 2006 l'usine Asland annonce à l'opinion publique que l'usine va commencer à incinérer de la biomasse. Cette annonce donne lieu à la création d'une plateforme qui utilise des éléments de mobilisation interne à l'usine d'incinération et y ajoute d'autres nouveaux, dans la mesure où l'opposition est clairement concentrée à Can Sant Joan.

Actuellement, l'usine a commencé à incinérer depuis le 27 de mai de 2010.

Le gouvernement local (Partit socialista) conserve une attitude ambiguë par rapport à cette structure. Alors que, de manière discursive, il n'apparaît pas favorable à celle-ci, il ne s'engage pas formellement contre l'usine.

Les mécanismes participatifs mis en place par le gouvernement se situent au stade de l'information et de l'utilisation des outils formels juridiques. Par rapport à l'organisation citoyenne, il y a eu des manifestations, des tailleurs participatifs, des cours informatifs et la réalisation d'un referendum symbolique en vue de l'organisation d'un référendum officiel.

Ce conflit a généré diverses conséquences. Parmi les conséquences substantiels, on peut souligner une fois encore le réseau de relations qui s'est établi entre les acteurs sociaux qui n'étaient pas connectés avant le conflit. Ce réseau s'est développé vers l'extérieur (en lien avec des agents de l'État espagnol opposés à l'incinérateur) et vers l'intérieur en créant des connections entre acteurs locaux. Aussi, il s'est opéré un changement de discours local au niveau du quartier, passant du : « on veut un quartier

digne » à « non à l'incinération ». La mobilisation sociale créée a donné lieu à 18 mois de moratoire (suspension de l'incinération).

Relativement aux conséquences symboliques, on peut souligner un fait qui revient de façon récurrente au cours des entretiens : la création d'une conscience critique des citoyens capable d'articuler un mouvement, une décision qui n'a été pas prise par eux.

Le décharge de Castellolí

Castellolí est une ville située à la *comarque* de l'Anoia. Elle accueille 506 habitants, parmi lesquels 259 sont des femmes et 247 sont des hommes. Elle est située à 60 km de Barcelone et s'étend sur une surface de 25,5 km². Depuis 1987, date des premières élections après le système dictatorial de Franco, jusque'à aujourd'hui (dernières élections locales de 2007) c'est le parti CIU (nationaliste de droit) et Joaquin Burgues qui est au pouvoir.

On peut distinguer au moins trois phases dans ce conflit autour des déchets à Castellolí entre 2001 et 2008. Ces trois moments sont définis à partir de la consultation citoyenne convoquée par le gouvernement local.

Le premier moment fait référence à l'étape entre le moment où est rendu public le projet de décharge de déchets dangereux à Castellolí et le moment de la convocation de la consultation citoyenne vinculante. À ce moment se crée un mouvement d'opposition qui se matérialise dans la création d'une association de voisins. La deuxième étape fait référence au moment de la consultation. Celle-ci est convoquée le 23 septembre 2001. Le résultat de la consultation s'avère contre la structure avec 41,41% (74,74% de participation). Finalement, le troisième moment fait référence à la négation du résultat par le gouvernement local qui ne prend pas en compte l'opinion citoyenne et donne le feu vert à la création du centre de déchets.

Le mécanisme participatif le plus remarquable est la réalisation d'une consultation citoyenne que devrait être vinculante mais qui est finalement refusé par le gouvernement local. Ainsi, le processus participatif relatif à cette consultation à donné lieu à la création des mécanismes informatifs et de débats à la fois du côté de l'administration et de manière irruptive.

Les résultats substantiels de ce conflit sont : la création du premier parti d'opposition lié à l'association de voisins créée à cause du conflit ; la participation de celle-ci aux élections locales de 2003 et sa représentation au sein du gouvernement (si c'est encore CIU qui gouverne, l'opposition fait désormais partie du gouvernement). De plus, s'est créée une association de voisins qui est la première et la seule de la ville. Et finalement, il faut noter également l'augmentation de la participation aux élections locales à partir du conflit entre 2001 et 2003 : celle-ci a en effet augmenté de 22%. Relativement aux résultats symboliques, les entretiens ont montré que le conflit a servi à créer un débat publique dont la formule s'est depuis répétée, aidant ainsi à la création d'une conscience critique chez les citoyens.

Le Train de Grand Vitesse : Sagrada Familia

Le quartier Sagrada Familia regroupe 52.890 habitants (45,81% d'hommes et 54,2% de femmes) sur une superficie de 105.1 hectares.

La genèse du projet est liée aux politiques européennes *via* un accord entre l'Union Européenne et les États. C'est à la suite de cet accord que les communautés autonomes ont négocié le projet.

Le conflit donne lieu aux créations de divers formes d'oppositions et divers groupes canalisant leurs demandes à travers différentes formes de mobilisations collectives : manifestations, assemblées informatives etc.

À la fin de l'année 2010, le TGV passe pour la première fois en dessous du quartier de SF, et les mouvements d'opposition se taisent.

Ce conflit a eu diverses conséquences. Par rapport à la dimension substantielle, la création de différents groupes d'oppositions, et les réseaux entre eux, sont les plus notables. Quant à la dimension symbolique, on observe d'abord une articulation critique créée par la citoyenneté et un changement dans le discours des acteurs d'opposition : il y a eu une évolution substantielle des arguments défendus (passage des *nimbys* aux *niabys*).

CONCLUSIONS. EFFETS DE LA PARTICIPATION CITOYENNE AUX CONFLITS SUR LES ELEMENTS PERCEPTIBLES DE LA CRISE DANS LA DEMOCRATIE

Les conflits socio- environnementaux : antidotes de la désaffection citoyenne

Comme nous le soulignons dans la première partie de cette communication, la désaffection par rapport à l'affaire politique est un des éléments auquel il faut faire référence quand on parle de crise de la démocratie (Ibarra, 2008a : 23-26). Après avoir fait l'analyse des huit cas, on observera dans quelle mesure la situation de conflit a affecté la réprobation de l'affaire publique par les citoyens.

Les changements dans les relations et les attitudes

Tous les conflits analysés ont en commun d'avoir accueilli la création des plateformes citoyennes. De sorte qu'il est possible d'affirmer qu'à cause du conflit, un groupe social a eu l'opportunité de devenir "sujet créateur-conscient", d'être un acteur actif dans la gestion de l'espace public (Rodriguez et Martínez, 2010 :26). Dans deux cas (celui d'Asparrena et de Sagrada Familia) ces groupes se sont éteints une fois le conflit terminé. Mais, dans tous les autres cas, ces plateformes se sont maintenues ou ont été reformulées : ils ont parfois pris part à d'autres conflits (cas d'Urnieta), servi de base cadre à une défense

plus globale de la nature (Montcada i Reixac), ou même de base à la reconduction des buts initiaux du groupe de manière institutionnelle (Castellolí).

Les cas de Castellolí et Montcada i Reixac (Ferreria) sont représentatifs de tels développements. À Castellolí, où l'espace politique a été occupé par le même parti et le même maire depuis les premières élections après le régime de Franco (1979), le conflit a influencé la création d'un agent qui est devenu conscient de pouvoir intervenir dans la prise de décision. Le parti politique AC (Alternative pour le changement) et l'association de voisins de Castellolí ont été créés à partir du conflit. L'association a été un outil de gestion ou de conduite à la participation citoyenne, un lieu pour la prise de décisions et de création d'un emplacement de débat pour les personnes qui, avant le conflit, ne disposaient pas d'un espace identifiable pour le débat. L'extrait suivant de l'entretien avec un membre de l'organisation local de Castellolí illustre cette évolution :

« On a fait une réunion, les citoyens sont venus, ceux qui pouvaient s'identifier à l'idée, et il a été accepté de créer l'association. Quand on a fait la réunion de présentation on a présenté le brouillon des statuts, dans une salle de 100 personnes qui s'était remplie, bon puisqu'ils ont commencé à poser des questions et bon... ils venaient (*les personnes assistants*) avec le fusil de chasse chargé, pour tuer l'ours ...(*expression espagnole pour dire que les personnes avaient une attitude active*) » (Membre de l'organisation local de Castellolí. Homme)

Certes, ceux qui pensaient avant le conflit ne pas avoir d'influence dans la sphère publique sont devenus des agents actifs dans cet espace public, par le conflit. Ainsi, ils ont pris conscience de ce fait. Certaines personnes investis au sein de l'association ont ensuite intégré le parti politique AC, avec pour but de canaliser leurs demandes de manière formelle.

Dans le cas de Ferreria, à Montcada i Reixac, la fermeture de l'incinérateur a été rendue possible grâce à la pression citoyenne :

« À cette époque, la mobilisation populaire était énorme (...). Il y a eu de vraies mobilisations de gens des trois municipalités (...). À cette époque il n'y avait pas de processus participatifs, il y avait un groupe d'environnement qui a impulsé l'opposition. C'était un groupe où il y avait une ample gamme sociale. Ce groupe était celui qui impulsait la mobilisation populaire (...) l'administration allait en derrière » (Maire de Montcada i Reixac entre 1999 et 2010. Homme)

Donc, même si Montcada i Reixac est une ville de tradition mobilisatrice, les agents qui ont participé au conflit ont pris conscience de leur capacité à exercer une pression citoyenne. Autrement dit, de leur capacité à donner leur avis sur la façon de créer et de gérer le modèle de la ville. Cette idée peut être remarquée dans ce paragraphe de l'entretien fait au créateur de l'agroupement pour la défense de l'environnement de Montcada;

« Alors nous nous organisons (...). Nous, dans ce moment-là, n'étions pas constitués comme groupe mais dans ce moment nous avons créé le groupe d'environnement de Montcada, (...) Nous avons bien toujours su que, pour arrêter une installation de ce type (...), nous avons à faire des alliances avec tout le monde. Alors

nous avons fait des alliances avec toutes les associations de voisins, avec les entités culturelles. En effet, on a arrêté l'incinérateur » (Créateur de l'agroupement pour la défense de l'environnement de Montcada. Homme)

Dans cet entretien, le sujet « nous » est présenté comme un sujet actif qui dynamise l'espace public, capable d'intervenir de manière stratégique dans la prise de décision.

Le cas d'Urnieta fait également apparaître des éléments intéressants. Dans ce cas de Guipúzcoa, les agents organisés pendant le conflit socio-environnemental ont eu une prise de pouvoir (*empowerment*) opérative qui est devenue visible au moment où le Plan Alternatif pour gérer les déchets a été présenté. L'élaboration et la présentation de ce plan a supposé la prise de décision à l'intérieur de la sphère publique de manière opérative :

« Nous avons développé un plan technique pour le ramassage et le traitement des déchets pour Urnieta, et pour toute Guipúzcoa, (...). Nous avons toujours compris que, en plus de critiquer, nous devons apporter des solutions ou d'autres alternatives. C'est ce que nous avons fait, mais nos alternatives n'ont pas été prises en compte (...). Mais avec cela, Urnieta a compris, enfin, qu'il n'était pas un peuple docile et que, devant n'importe quelle imposition, il savait qu'il y avait un lieu pour la lutte sociale » (Membre d'Arnasa. Homme)

Il faut souligner aussi qu'à Urnieta le conflit a été un espace spécifique pour la prise de pouvoir des femmes. Le conflit a créé un espace pour développer dans l'espace public les capacités qui avaient toujours été liées aux espaces privées ;

« La chose la plus positive (*d'avoir participé*), sont les réseaux sociaux qui se sont créés, nous avons connu beaucoup de gens. Nous avons appris à travailler conjointement et à perdre la peur de parler en public ... » (Membre de la plate-forme contre les incinérateurs de San Sébastien. Femme)

La capacité d'articuler un discours et de développer une stratégie pour le visualiser est liée à la prise de conscience d'être un sujet actif. On a pu observer ces déclarations de femmes uniquement dans le cas d'Urnieta, de sorte qu'on ne peut les généraliser à tous les cas.

En outre, les conflits ont aidé à la « dénaturalisation du monopole politique » (Rodríguez et Martínez, 2010: 27). On trouve des exemples de ce phénomène à Urnieta, Montcada i Reixac (Lafarge), Montcada i Reixac (Ferreria), Castellolí et Asparrena. À cause du conflit, l'administration locale est passée du statut d'acteur abstrait à un agent développant le processus politique et juridique créé par des acteurs identifiables. Le conflit a enseigné qu'il y a des limites dans la gestion du politique et que derrière ces décisions administratives on peut observer un processus de prise de décision concret. Donc, le conflit a permis aux participants de connaître ce processus et ces acteurs. Cela a permis d'élaborer une activité autonome par les citoyens.

Dans le cas de Urnieta « les citoyens ont compris qu'ils ne sont pas forcés de dire toujours oui aux décisions prises par le pouvoir institutionnel » (Membre d'Arnasa. Homme). Ainsi, les décisions des administrations ne sont plus considérées de fait légitimes. Autrement dit, elles ne naissent pas déjà légitimées.

D'un côté, les citoyens ont du faire face aux décisions et processus juridiques, ce qui permet aux participants de connaître le langage technique juridique comme l'indique ce passage du 6^{ème} entretien : « au moins on a appris à lire les textes juridiques » (Président de l'agroupement en défense de l'environnement de Mutriku. Homme). D'un autre côté, le conflit a rendu visible le déséquilibre des ressources entre l'administration et les agents sociaux. Ces agents ont eu besoin de faire alliance avec des agents externes pour les ressources techniques ;

« Nous nous sommes informés plus (*après avoir appris l'existence du projet*). Tout de suite, on a contacté des chimistes et les techniciens et on a vu que le projet voulait traiter du mercure, du cadmium etc. Donc, nous nous sommes dirigés vers un technicien que nous connaissions, pour qu'il nous aide et, finalement il nous a fait un rapport » (Membre de Lautada Bizirik. Femme).

« Nous avons pris le projet, (11 tomes de projet) et on les a étudiés avec les techniciens. Et les techniciens nous ont donné l'aval pour commencer nos actions » (Porte-parole de l'agroupement AVE pel Litoral. Homme).

Ces deux références montrent l'efforce que doivent faire les acteurs sociaux pour s'approcher au langage juridique des projets. Il y a des chercheurs qui soulignent l'importance de plus en plus visible des arguments techniques dans les conflits socio-environnementaux (Parés, 2006: 48; Sempere et. all, 2007). Ainsi, il arrive que les plateformes utilisent leurs propres ressources (Urnieta). D'autres fois, au moyen des réseaux des relations, on fait appel à l'aide des agents anonymes externes : pour écrire un contre projet, pour faire une opposition juridique ou pour obtenir la certification technique (ce sont les cas d'Asparrena et de Sagrada Familia).

Cette dénaturalisation du processus de prise de décision de l'administration locale a aidé aussi à rendre visible la capacité d'exiger et planter des alternatives par les acteurs sociaux. Le cas de Castellolí est paradigmatique. Depuis 1987 il y n'a pas eu d'opposition politique aux élections locales de la ville et, après le conflit, s'est créé un acteur capable d'exiger une intervention de l'administration locale : "on a exigé un diagnostic" (membre d'agroupement de voisins de Castellolí. Homme).

La prise de conscience des limitations de l'administration dans la gestion publique fait partie de la dénaturalisation du monopole politique. On peut observer cela dans l'entretien 13 : « le conflit nous a montré que n'importe quelle mairie ou gérant public ne peut pas faire ce qu'il veut » (Maire d'Asparrena, 2007- 2011. Homme).

De plus, sur les réseaux créés entre acteurs à partir du conflit, il faut dire que ces derniers ont aidé à créer un réseau de relations et, par là, un transvasement d'expériences. Les théories de l'action collective ont souligné cette idée en diverses recherches : "participation in associations and in protest communities may generate ties and solidarity among the people involved" (Diani, 2009: 66).

Le conflit a également permis d'enrichir la carte des associations et acteurs qui, dans certains cas, étaient déjà importants avant le conflit (cf. Montcada i Reixac, Sagrada

Familia). Et dans les cas où il n'y en avait pas, le conflit a impulsé la création de ces acteurs (cf. Castellolí).

L'expérience d'Urnieta a aidé à engendrer la création d'un mouvement contre l'incinération pour Guipúzcoa. Ainsi, il y a eu un transvasement d'informations techniques, juridiques et organisationnelles entre Arnasa, GEKP et Txingudi Bizirik.

À Mutriku a vu le jour un espace de coopération entre acteurs. Au début du conflit, l'acteur opposé à l'élargissement était isolé mais, auparavant, on a pu observer que le réseau d'acteurs opposés au projet s'est développé au cours du conflit. La déclaration de Mendaro a représenté l'opérationnalisation de ce processus de réseau d'acteurs et actions. Dans ce cas il y a eu des relations techniques et juridiques avec des acteurs de Biscaye (LM).

Le cas d'Atxondo est différent car l'opposition est née déjà connectée. Le parapluie du groupe Elkarlana a créé, dès le début, la connexion entre les acteurs locaux.

À Asparrena, le group local LB a pris part, après le conflit, à d'autres conflits comme celui du barrage de Korrospari. En même temps, il a participé à la création des réseaux d'expériences comme celui développé à Bilbao le 06 juin de 2006.

« Et maintenant par exemple, ils veulent faire le barrage de Korrospari, alors plusieurs personnes qu'on a participé au conflit d'Ecofuel on participé aussi à cet autre nouveau conflit » (Membre de Lautada Bizirik. Femme)

À Montcada i Reixac, les conflits de la Ferreria et d'Asland ont également permis d'enrichir le paysage associatif local. En outre, ces deux ont réussi à connecter la carte des acteurs locaux et ainsi, à connecter les anciens acteurs avec les nouveaux. À Lafarge le conflit a conduit à connecter quelques acteurs locaux (Plateforme Contre l'Incinération) à ceux de l'État espagnol. Son opérationnalisation est aussi visible au Bierzo, où le mouvement s'est connecté avec l'alternative internationale à l'incinération : GAIA (Global Alliance for Incinerator Alternatives).

À Castellolí, le conflit a eu comme résultat la création d'un parti politique et une association fondée avec les habitants du peuple. La perception de la création de la décharge comme une menace est devenue un facteur de mise en relation des acteurs.

Finalement, à la Sagrada Familia, même si le conflit a réussi à enrichir la carte sociale, il n'a pas réussi à regrouper toutes les plateformes en une seule. Les mises en relation se sont limitées à une dimension ponctuelle, comme l'a illustré la manifestation "nous sommes une nation et on dit non". Ainsi, il n'y a eu qu'un rapprochement ponctuel entre l'opposition du Pays Basque et celle de Catalogne.

Ainsi, les conflits ont été un moyen de créer une « attention critique des citoyens » (Rodríguez et Martínez, 2010: 28). Ce fait a été plus remarquable dans trois cas : Montcada i Reixac (Ferreria), Castellolí et Sagrada Familia. Dans ces cas, les citoyens ont eu une conscience critique par rapport aux nouvelles décisions de l'administration. Cela a été le cas de Castellolí au moment de la construction du parc moteur. Ici s'est imposé le discours au centre duquel on trouve l'idée d'un contrôle exercé par les citoyens sur les décisions publics.

Cela a été confirmé lors des entretiens réalisés : « je crois que la fonction principale des voisins est de contrôler les conseils municipaux » (Membre de l'organisation local de Castellolí. Homme).

La même situation est visible dans le cas de l'ecoparc de Montcada i Reixac. Dans cette ville, les acteurs opposés à l'incinérateur ont mené une forte campagne pour être présent à la commission de l'ecoparc. Le but de cette commission étant clairement de contrôler l'action publique locale.

À Sagrada Familia aussi, les agents de l'opposition ont développé leurs critiques dans le cadre de la commission afin de suivre le projet.

Mais cette évolution n'est pas observable dans la totalité des cas étudiés. À Atxondo, lorsque le nouveau parti est entré au gouvernement, son discours a soutenu l'approfondissement des processus et des dynamiques participatives, mais le résultat ne s'est pas encore opérationnalisé en une augmentation de la participation:

« On a essayé d'ouvrir les espaces de participation pour débattre les projets mais personne n'est venu » (Maire d'Atxondo, 2007- 2011. Homme)

Finalement, les expériences nous montrent que même si les niveaux de participation sont limités, leur impact ne doit pas être négligé, notamment en ce qui concerne l'attitude des gérants face aux critiques, l'identité des acteurs impliqués et la qualité du débat publique démocratique.

A travers ces expériences, on retrouve la limite au principe d'égalité remis en question. D'après Blondiaux :

« Ce sont les limites du principe d'égalité en démocratie qui se voient questionnées dans chaque expérience de ce type. C'est ce qui fait le prix. C'est ce qui en fait aussi le scandale, au regard des hiérarchies consacrées » (Blondiaux, 2008: 97).

Vers une différente manière de gérer les intérêts

Par rapport à la « défense de l'intérêt général » (Rodriguez et Martinez, 2010 :27), on peut dire que le conflit a influencé le passage d'un discours d'identité *nimby* (not in my backyard) des agents sociaux à une autre identité *niaby* (not in anybody's backyard).

Le cas de Sagrada Familia est révélateur d'une telle évolution. Ici, le discours a évolué d' « on veut plus de profondeur » (dans le tunnel, pas sous des bâtiments) à « on veut décider » (relativement à nos infrastructures).

On retrouve une évolution de ce type à Montcada i Reixac, à l'occasion du conflit d'Asland- Lafarge où il y a eu un changement de discours : de « on veut un quartier digne » à « on ne veut pas un incinérateur : ni ici ni ailleurs ». Donc, d' « on veut », qui définit les intérêts les plus particuliers et privés, et de fait pas propositifs, on passe à la logique *niaby*, qui défend la collectivité dans son ensemble plus proches d'un discours près de la vertu civique. Il y a ainsi eu, après du conflit, une ouverture du discours. C'est à dire qu'il y a eu une évolution de la défense réactive des intérêts privés à la défense propositive des intérêts publics. Ces discours échappent à l'identité *cave* (Citizens Against Virtually Everything) à

partir du moment où ils adoptent une démarche de proposition et d'élargissement des demandes dans leurs discours (NIABY).

Le conflit a ainsi permis le passage d'une argumentation fondée sur des « valeurs égoïstes » à la défense de valeurs « sociales altruistes ou biosphériques » (Stern et Dietz, 1994 :65- 84)⁵. En ce sens, les plateformes, au lieu de se créer pour nourrir la culture du non, ont été créées pour donner une réponse à l'*antipolitique*⁶.

Ainsi, on a remarqué que dans les cas analysés, les discours des administrations (locales ou de plus haut rang), n'ont pas eu la neutralité qu'on attendait par rapport à la construction du projet. Autrement dit, l'administration a pris partie pour ou contre le projet (contre seulement dans les cas de Montcada i Reixac Ferreria et Atxondo, après les élections de 2007). Des discours de l'administration se dégagent la défense des intérêts publics liés à la réalisation de la structure comme dans le cas du TGV, qui a été défini comme une « structure d'intérêt général » (N.L.G. *El Correo*. 2007.10.28). On a également pu observer des attitudes différentes entre administrations. Parfois, les administrations de même niveau (qu'elles soient locales, de la comarque, ou encore régionales) ont adopté une attitude différente en fonction du projet, donc, sans suivre aucune tendance.

De plus, par rapport à la "gestion consensuelle des intérêts divergents" (Rodríguez et Martínez, 2010: 28), on peut dire que des efforts sont fait seulement par les agents promoteurs (administration et l'entreprise ecofuel) pour gérer les intérêts différents de manière publique dans les cas de Castellolí et Asparrena: "le peuple est celui qui va décider de l'installation ou non l'usine" (JLA, *DNA*. 2006.03.25).

Dans le cas de Castellolí, on a aussi des exemples de cette confluence ;

« C'est en train de penser à créer une commission pour suivre le projet constitué par techniques de la ville et dehors la ville pour faire un control périodique du projet. Cela se fera avec des réunions informatives avec voisins » (Maire de Castellolí, 1979- 2011. Homme).

En plus, à Castellolí, la consultation citoyenne a été un mécanisme pour gérer les différents intérêts.

Dans les cas de Montcada i Reixac (Ferreria), Mutriku et Sagrada Familia un mécanisme de gestion des différents intérêts s'est créé après le conflit (commission pour suivre le projet). Même si son but est de mener à un accord, son caractère n'en est pas moins réactif et *ad hoc*.

De manière irruptive, la gestion des intérêts divergents s'est faite *via* les plateformes. On a pu trouver à l'intérieur de celles-ci des personnes d'identités politiques et

⁵ Selon la théorie des valeurs, croyances et normes de Stern et Dietz (The value Belief Norm Theory) il y a trois formes différentes de réagir devant une menace environnemental selon le type de valeurs qui s'imposé. En premier lieu, les valeurs égoïstes, c'est-à-dire, défendre l'environnement à cause des intérêts personnels. En deuxième lieu les valeurs altruistes, fondées sur les arguments morales. Et en troisième lieu, les valeurs biosphériques, ces arguments posses sur l'éthique planétaire.

⁶ C'est le type de politique qui ferme la porte au développement de la prise de décisions collective (Alfama, 2007: 229).

d'intérêts différents, chargés d'en assurer la gestion. Les plateformes illustrant le mieux cette tendance sont : Urnieta (Arnasa), Montcada i Reixac (Plateforme contre l'incinération), Sagrada Familia (Ave Pel Litoral). Par ailleurs, cette cohabitation d'intérêts est bien apparue au cours des entretiens :

« Le meilleur de ce processus a été les relations créées entre les citoyens : les relations d'amitié. On est des gens très différents et prenant part à une même dynamique » (Membre d'Arnasa. Homme)

« On a été ensemble, des gens très différents (...), de différentes cultures, de différents travaux, le fait que le conflit a eu un discours sur la santé a influencé cette approche » (Membre du Conseil Environnemental de San Sebastien. Homme).

Le cas d'Urnieta est très révélateur, puisque c'est à la suite de la constitution de la plateforme qu'a été construit le parti politique UDA où les personnes d'orientations politiques différentes se sont joints:

« En ce qui concerne les opportunités, il remarquerait qu'il a réussi à unir une très grande partie de la population d'Urnieta. Ce type de question a uni les gens les plus variés. Je comprends qu'il y avait des personnes des plus divers crédos politiques, strates sociales, etc. Cependant, l'union a entrebâillé à la lutte sociale, a rassemblé des gens qui, dans le pays où on est, n'auraient jamais pu s'entendre » (Membre d'Arnasa. Homme)

Relativement à la gestion des intérêts il faut mentionner le cas d'Atxondo. Dans cette ville, un groupe de citoyens a proposé à l'administration de faire une consultation citoyenne. Ce type de négociation avec l'administration détruit l'espace dialogique qui pouvait se construire. Mais le délaissement de la responsabilité du projet a bloqué les tentatives de construire un espace de gestion des intérêts.

« Les gens disent que ce projet va faire du mal à la ville, mais on ne peut rien faire de notre côté (...). Les gens savent que nous n'avons pas créé le conflit qui s'est créé en dehors de l'administration locale. La seule chose qu'on peut faire est d'essayer de faire le moins de mal possible pour la ville» (J. J. Igarza *Berria*, 2007.04.28)

En Catalogne, dans le cas de Montcada i Reixac (Ferreria), c'est le concours d'idées qui a permis de gérer les intérêts divergents actifs dans le conflit. Ainsi, on constate qu'un mécanisme par invitation a été mis en marche pour la gestion des intérêts.

Dans les huit cas analysés s'est imposé le modèle d'imposition sur la gestion des intérêts. Ainsi, les consultations citoyennes réalisées de manière discursive et opérative ont représenté le mécanisme formel le plus utilisé dans ces études de cas. De manière discursive publique, la consultation citoyenne, a été revendiquée à Mutriku, Atxondo, Montcada i Reixac (Lafarge), Castellolí et Asparrena. De manière opérative la consultation a eu lieu à Castellolí et à Atxondo.

Les conflits socio environnementaux ont influencé l'attitude des acteurs politiques et des partis politiques

Dans les huit cas analysés, les nouveaux partis qui se sont présentés aux élections après le conflit ont reçu un fort soutien populaire. C'est pour cela qu'il est possible de parler de l'acceptation populaire d'une autre approche vis-à-vis de la politique locale. Les conflits ont renouvelé la confiance des citoyens à l'égard des partis politiques au sein du système représentatif. Les plateformes créées au cœur de « l'apoliticisme » (Nel-lo, 2006 : 33) ont développé, par le conflit, des réactions soit *via* les partis politiques traditionnels soit en créant leurs propres partis politiques (c'est le cas de Urnieta, Mutriku, Castellolí).

À Urnieta, le parti UDA est né du conflit (Construisons Urnieta entre tous). Ses fondateurs ont participé à ce conflit. Et en 2007, UDA remporte les élections.

Aussi, à Mutriku, est créé le parti politique des Verts. Jusque là, celui-ci n'existait ni socialement ni politiquement dans cette ville. Le conflit a ouvert le scénario politique, attribuant finalement aux Verts une représentativité politique.

À Atxondo, il y a eu un changement historique au cours des élections. Le Partit Nationaliste Basque avait systématiquement remporté les élections depuis 1987. Mais en 2007, c'est le parti opposé au projet de TGV qui remporte le suffrage suite la consultation populaire réalisée par irruption.

À Montcada i Reixac (Ferreria), alors que tous les partis politiques étaient (de manière discursive) opposés à l'incinérateur, le vote a légitimé le parti qui avait participé aux mobilisations de manière active (Partit Socialiste de la Catalogne).

À Castellolí, la première fois que le parti AC (créé à partir du conflit) s'est présenté aux élections, il a obtenu 40% des votes.

À Asparrena, si le changement politique a donné lieu à la rénovation de la confiance citoyenne locale et aux acteurs politiques classiques (partis politiques), il a également conduit à un changement de la politique locale.

En revanche, il faut souligner que la méfiance en « l'action politique formelle » (Mouffe, 2000; Held, 1987) qui fait partie de la crise de la démocratie représentative est encore présente après le conflit. Certains discours recueillis au cours des entretiens confirment cette idée : « On a été engainé tout ce temps par les politiques » (J.M, *Noticias de Guipúzcoa*, 2006.05.31), où « les partis politiques ne font que défendre leurs propres intérêts ». Ainsi, les discours de méfiance vis-à-vis des partis politiques ont coexisté avec les changements notés plus hauts. On a pu observer une telle résilience lors de nos entretiens, comme le montrent les extraits suivants :

« Une chose c'est claire, quand les acteurs politiques ont un idée dans la tête, tous les dispositifs démocratiques qui existent ne servent à rien. On finira par faire ce que eux veulent » (Porte-parole de l'agroupement AVE pel Litoral. Homme).

« Par mon expérience dans celui-ci et d'autres forums, je vois qu' en général, les acteurs politiques ne se sentent pas tout à fait liés par les résultats dirimés de la participation citoyenne (...), donc, à quoi servent ces forums ?, à faire ce

qui les intéresse sans tenir compte des résultats d'un vrai débat? » (Membre d'Arnasa. Homme).

Finalement, aucun des cas analysés n'a fait apparaître des déclarations de confiance vis-à-vis des acteurs politiques après le conflit. Cependant, malgré ce discours de méfiance, notons que la politique formelle a été utilisée pour critiquer et canaliser les conflits ;

« Et malgré cela, nous avons toujours été partisans d'utiliser tous les moyens démocratiques : le Parlement, la réunion plénière municipale, le congrès de députés ... » (Porte-parole de l'agroupement AVE pel Litoral. Homme)

Les conflits ont impacté la légitimation du pouvoir

Les conflits ont favorisé l'émergence de nouveaux mécanismes de participation, au sein desquels on retrouve les acteurs ayant directement participé au conflit.

Cependant, les cas étudiés renforcent l'argument de Blondiaux selon lequel les personnes qui participent à ces mécanismes nouvellement créés sont les mêmes que celles qui avaient un intérêt à participer aux mécanismes représentatifs antérieurs au conflit :

« La plupart de ceux qui s'investissent dans les procédures participatives ont eu par ailleurs des formes d'engagement collectif. Il s'agit en grande majorité d'acteurs déjà socialisés politiquement (...). Ceux qui y participent ont un profil homologue à ceux que les canaux de participation traditionnels intéressent déjà » (Blondiaux, 2008: 72).

Nos recherches permettent donc de confirmer ces analyses. « Souvent, les mécanismes participatifs directs, ont le même problème : son *implémentation* ne développe pas forcément, une intégration des citoyens dans l'affaire politique, même si ces mécanismes aident à créer des citoyens participatifs spécialisés » (Maiz, 2006: 29). Donc, il n'a pas eu un « débordement participatif », permettant une participation inclusive pour tous les voisins, dans les cas analysés, sauf dans celui de Castellolí. Ici, la première association a vu le jour comme conséquence directe du conflit. Aux réunions de ce groupe, « la salle qui pouvait accueillir 100 personnes restait petite » (Membre de l'organisation local de Castellolí. Homme).

D'une autre manière aussi, à Urnieta, le parti qui était au gouvernement après le conflit a mis en marche plusieurs mécanismes de participation citoyenne. On trouve parmi ceux-ci l'A21L, où l'on constate une augmentation de la participation.

Le cas d'Atxondo est également paradigmatique. À la suite du conflit, le parti ayant remporté le scrutin a maintenu l'idée de participation citoyenne au centre de son discours : « On cherche toujours la participation citoyenne » (Maire d'Atxondo, 2007- 2011. Homme). Les interventions publiques projetées ont comme base la participation (c'est le cas par exemple du plan de gestion territorial urbain participatif). Mais malgré ces efforts, une véritable augmentation de la participation n'a pu être constatée. On constate en effet que le passage d'une situation de méfiance qui existait à l'égard de l'ancien gouvernement à une

situation de "confiance" non critique vis-à-vis du nouveau gouvernement n'a pas engendré davantage de participation :

« Au début de la législature les gens sont venus aux assemblées, mais soit parce qu'ils s'ennuyaient dans les réunions soit parce qu'ils avaient entièrement confiance en nous, ils ne viennent plus, ni aux réunions ni aux assemblées publiques » (Maire d'Atxondo, 2007- 2011. Homme)

A Montcada i Reixac, après que le conflit de l'incinérateur de Ferreria avait conduit à une reformulation des anciens mécanismes (passage du conseil environnemental à l'A21L) on a pu constater une augmentation de la participation :

« Avant, nous on n'était pas dans le conseil des déchets mais maintenant nous y sommes. Nous travaillons maintenant ensemble EA, DEPANA et Greenpeace..., et nous avons un représentant dans le conseil de direction de l'agence de déchets. Et tout de suite quand il y a une révision des plans de l'aire métropolitaine nous y allons aussi » (Créateur de l'agroupement pour la défense de l'environnement de Montcada i Reixac. Homme).

Il faut donc souligner qu'une fois le conflit fermé, ces mécanismes cessent d'avoir une incidence politique et la sensation de méfiance s'impose à nouveau. « La pédagogie de la catastrophe »⁷ créée par les conflits impacte à court terme les consciences citoyennes, mais une fois oubliés la tension et le conflit social, la situation antérieure au conflit s'impose à nouveau⁸. Le cas ayant maintenu la culture du conflit a été Castellolí, ce qui supposait un point d'inflexion.

Concernant la participation des femmes aux conflits : dans deux cas d'analyse (Castellolí et Asparrena) deux femmes sont rentrées dans la politique institutionnelle après le conflit. Il faut souligner que « la présence institutionnelle des femmes ne garantit ni la défense des politiques publiques de genre ni des besoins spécifiques des femmes » (Hernández et Elizondo, 2006: 501). À Castellolí, il n'y avait aucune femme dans le gouvernement local jusqu'à 2003. Or, le conflit, notamment par le biais du parti crée à cause de celui-ci, a permis de rendre visible la participation des femmes en politique publique. À Asparrena aussi, une femme qui ne faisait pas partie de l'espace politique publique avant le conflit y est rentrée après avoir participé au conflit.

Par ailleurs, lorsque l'on parle de légitimation du pouvoir politique, il nous faut évoquer la question de l'approfondissement de la participation formelle. Dans deux cas étudiés (Castellolí et Sagrada Familia), on observe lors des premières élections locales post-conflit une augmentation de la participation électorale. Cette évolution est particulièrement perceptible dans le cas de Castellolí. Dans cette ville, la participation électorale a augmenté de 22% entre 1987 et 2007 en raison du conflit. En 2003, la participation a connu une

⁷ « Ce sont les catastrophes qui servent pas pour détruire le monde mais pour le réveiller » (Rougemont, cité en Latouche, 2008 : 255). Ce culture a eu différents noms défendent des auteurs : « culture de crise » (Riechmann, 2009) ou « culture de l'émergence » (Manzini et Bigues, 2000).

⁸ Pour les effets de cette culture de l'émergence dans la crise écologique (Martínez, 2011b)

augmentation de 21,04% par rapport à celles de 1999. Le taux de participation ainsi atteint s'est par ailleurs maintenu lors des élections de 2007.

À Sagrada Familia également, on constate que la participation électorale a augmenté après le conflit. En 1999, la participation était de 53,9%, et en 2003 elle atteint 63,3%, c'est à dire qu'il y a eu une augmentation de 10,6% ayant favorisé le CIU (parti qui était publiquement pour l'opinion du Littoral). À Sagrada Familia, aux élections de 2007 se sont répétés les index de participation de 1999 (53,3%). Ainsi, on peut dire qu'une partie notable de l'augmentation de la participation en 2007 s'explique par le conflit, même si celui-ci n'est pas le seul facteur explicatif d'une telle évolution.

Dans les six autres cas étudiés, en revanche, les formes formelles de participation ne se sont pas renforcées. À Urnieta, en 1999 la participation était de 65,18%, en 2003 de 68,04%, et en 2007 de 63,4%. À Mutriku, en 1999 la participation était de 76,36%, en 2003 de 74,25% et en 2007 de 64,97%. C'est à dire qu'il n'y a pas eu une augmentation de la participation aux élections, mais au contraire une diminution de 2,11% de la participation. On retrouve cette tendance à Atxondo : en 1999 la participation était de 74,62%, en 2003 elle était de 73,08% et en 2007 de 71,89%. Finalement on retrouve cette tendance à Asparrena : en 1999 la participation était de 71,92%; en 2003 de 72,42% et finalement en 2007 de 70,94%.

Par conséquent, même si dans 75% des cas la participation aux élections n'a pas augmenté, il faut dire que dans 100% des cas on constate un recours aux formules formelles de participation. C'est-à-dire que les élections locales sont restées un vecteur d'expression de la critique sociale. Ainsi, dans toutes les études de cas, les conflits ont eu un effet sur les résultats électoraux. Parfois pour alimenter la mairie gouvernante, d'autres fois pour grossir les rangs de l'opposition au gouvernement local. Le conflit a été l'expression d'une menace aux intérêts du peuple et la réponse s'est faite comme une punition politique.

Notons ainsi que même si le promoteur du projet engendrant une situation conflictuelle est externe, la conséquence est dirigée à l'encontre du gouvernement local (Atxondo, Sagrada Familia et Montcada i Reixac Ferreria). Au niveau européen, les projets de promotion européenne (Atxondo et Sagrada Familia) ont entraîné un changement aux scrutins européens dans les cas étudiés.

Le changement politique décrit plus haut s'est matérialisé de la façon suivante : à Urnieta, UDA a gagné les élections, à Mutriku s'est créé le parti des Verts qui s'est présenté en coalition avec les indépendants de Mutriku (et le soutient le parti anti taurine), obtenant deux élus. À Atxondo, pour la première fois, un parti autre que le Partit Nationaliste Basque a remporté les élections (contre le TGV). À Asparrena il y a eu une alternance de partis : l'EA à Aralar (parti opposé à l'installation d'écofuel). À Montcada i Reixac, il y a eu un changement politique d'ICV au PSC. À Montcada i Reixac (Lafarge), en 2010 il y a eu un changement politique mais lié à un problème urbanistique, pas au conflit. À Castellolí, un nouveau parti s'est créé, et pour la première fois est apparue une opposition dans la ville.

« L'opposition en conflit s'est matérialisée d'une manière très dure et très irrationnelle. L'opposition s'est faite contre le maire et ses décisions, même à un niveau personnel. Avant le conflit, le maire pouvait aller par toute la ville mais après le conflit ... non. Je me suis posé la question de ne pas me présenter aux élections mais ... » (Mairie de Castellolí, 1979- 2011. Homme).

À Sagrada Familia aussi, il y a eu un changement du pouvoir local. Dans les districts de Sagrada Familia, en 2007 PSC remplace CIU.

Finalement, ces changements ont bénéficié à ceux ayant adopté un discours plus participatif (donnant de l'importance à la variable de la participation) et à ceux qui se sont positionnés contre le projet au conflit. Ou du moins, lors des élections suivant les conflits.

Pour conclure, il ne nous reste à dire que les conflits socio-environnementaux liés aux sociétés deviennent un cadre général, complexe dans lequel les relations de pouvoir peuvent être construites et déconstruites. Et cela permet d'influencer dans les éléments de la crise dans la démocratie. La participation citoyenne consacré à partir de celles-ci permettent premièrement réveiller la notion de citoyen active et diminuer la désaffection citoyenne. Deuxièmement, influencent l'attitude de la citoyenneté par rapport aux acteurs politiques et parties politiques. Troisièmement ont un effet sur la légitimation du pouvoir.

BIBLIOGRAPHIE

BOBBIO, Norberto; PONTARA, Giullanio et VECA, Salvatore, 1985. *Crisis de la democracia*. Ariel. Barcelone.

BOBBIO, Norberto, 1984. *El futuro de la democracia*. Plaza & Janez. Barcelone.

_____, 1984. Crisi della democrazia e neocontratualismo. Centro Mario Rossi pero gli Studi filosofi. 1ed. Italie.

BOURG, Dominique et WHITESIDE, Kerry, 2010. *Vers une démocratie écologique. Le citoyen le savant et le politique*. Seuil. France.

BLONDIAUX, Loïc, 2008. *Le nouvel esprit de la démocratie. Actualité de la démocratie participative*. La république des idées. France.

DIANI, Mario, 2009. « The Structural Bases of Protest Events. Multiple Memberships and Civil Society Networks in the 15 February 2003 Anti-War Demonstrations ». *Acta Sociológica*. Bol 52(1): 63–83

DRYZEK, John, 1996. « Strategies of ecological democratization »; LAFFERTY, William et MEADOWCROFT, James. *Democracy and the environment. Problems and prospects*. EE. UK.

EUSKO JAURLARITZA, 2003. *Estudio Económico Financiero del Plan Especial del Puerto de Mutriku*. Auto-édition. Gasteiz.

GAUCHET, Marcel, 2010. « Crise dans la démocratie ? » AAVV. La démocratie. Histoire, théories, pratiques. Editions Sciences Humaines. France.

HELD, David, 1987. *Modelos de democracia*. Alianza Universidad. Madrid.

HERNÁNDEZ, Eva eta ELIZONDO, Arantza, 2006. "Participación de las mujeres: presencia y ausencia en la política vasca». *Vasconia* (35), (491- 502)

IBARRA, Pedro, 2008. *Rational Democracy*. University Of Reno Press. Nevada.

IBARRA, Pedro, 2005. *De la participación política de la legitimación al conflicto*. Document mecanographie, (10orr.) non publie.

LATOUCHE, Serge, 2008. *La apuesta por el decrecimiento, ¿Cómo salir del imaginario dominante?*. Icaria. Barcelone.

MAIZ, Ramón, 2006. «Deliberación e inclusión en la democracia republicana»: *Reis: Revista española de investigaciones sociológicas* (113), (11-43)

MANZINI, Ezio et BIGUES, Jordi, 2000. *Ecología y democracia, de la justicia ecológica a la democracia ambiental*. Icaria. Barcelone.

MARTÍNEZ, Jone, 2011a. *Sozio ingurumen gatazkak eta sozio ingurumen demokrazia*. Thèse soutenu le 30 mai 2011. Mention : très honorable avec les félicitations du jury. Sciences politiques. Université du Pays basque.

_____, 2011b. *Conflictos socio- ambientales y ciudadanía ecológica*. Communication présenté dans le Congrès espagnoles de Sciences Politiques. Murcia. Espagne.

MOUFFE, Chantal, 2000. *La paradoja democrática*. Gedisa. Barcelone.

_____, 1999. *El retorno de lo político*. Paidós. Barcelone.

NEL-LO, Oriol, 2006. «És la cultura del no l'origen del conflicte ambiental i territorial que hi ha avui a Catalunya? »; FERRAN, Antoni et CASAS, Carme. *La cultura del no. El conflicte ambiental i territorial a Catalunya*. Eumo. Vic.

PARÉS, Marc, 2006. «El conflicte territorial i ambiental: reptes i alternatives»; FERRAN, Antoni et CASAS, Carme. *La cultura del no. El conflicte ambiental i territorial a Catalunya*. Eumo. Vic.

RIECHMANN, Jorge, 2009. *La habitación de Pascal*. Catarata. Madrid.

_____, 2006. *Biomímesis; ensayos sobre imitación de la naturaleza, ecosocialismo y autocontebción*. Catarata. Madrid.

RODRIGUEZ, Gorka et MARTÍNEZ, Zesar, 2010. "Participación y culturas políticas». BERGANTIÑOS, Noemi; IBARRA, Pedro et MARTÍNEZ, Jone. *Participación, cultura política, sostenibilidad*. Icaria. Barcelone.

SEMPERE, Joaquim, MARTÍNEZ, Mercedes et GARCÍA, Ernest, 2007. "Ciencia, movimientos ciudadanos y conflictos socioecológicos", *Bakeaz-eko koadernoak*. Bakeaz. Bilbao.

STERN, Peter et DIETZ Thomas, 1994. «The value Basis of Environmental Concern»; *Journal of Social issues*, 50, 3.(65- 84).